



DISCOURS DE M. LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

sur le thème du fonds stratégique d'investissement

Montrichard - Jeudi 20 novembre 2008

Chère Christine LAGARDE,
Cher Hervé NOVELLI,
Cher Luc CHATEL,
Monsieur le Président du Conseil Général,
Monsieur le Maire,
Mesdames et Messieurs les parlementaires,
Madame la Sénatrice,
Monsieur le Sénateur,
Et tous ceux qui sont importants, bonjour,

Mesdames et Messieurs,

Il y a exactement trois semaines, le jeudi 30 octobre, j'avais dit que je présenterais dans trois semaines les modalités d'intervention d'un nouveau fonds stratégique d'investissement dans l'économie française. Nous sommes le jeudi 20 novembre, les trois semaines se sont écoulées, et je présente le fonds aujourd'hui devant vous à la date et à l'heure qui étaient fixées.

Il y a un grand changement dans notre pays, c'est qu'il faut que ce que l'on dit avant les élections, on le fasse après, et ce que l'on annonce, on le mette en œuvre. Si on veut redonner de la crédibilité à la parole publique, il faut que, quand il y a un ministre, il fasse des réformes, quand il y a un gouvernement, il obtienne des résultats et quand il y a un président, il faut que ce président mette en œuvre scrupuleusement le projet sur lequel il a été élu. C'est déjà en soi une très grande nouveauté. Et avec cela, on re-passionnera les Français pour la politique et on leur redonnera envie de voter.

J'ai voulu présenter le fonds ici, à Montrichard, devant les salariés d'une entreprise industrielle de moyenne taille moyenne. Je l'ai fait parce que ce sont des entreprises comme celles-ci que nous voulons aider et nous voulons mettre l'argent public au service d'entreprises et d'industries qui portent la croissance française.

Pour des entreprises qui créent de la richesse, de l'innovation et des services nouveaux, si les banques ont aujourd'hui du mal à investir dans ces entreprises, nous, nous le ferons. Je voudrais quand même dire une chose, et je le dis après m'en être entretenu hier soir avec René RICOL, qui fait un travail remarquable, que je ne comprendrais pas que dure une situation où, il y a quatre mois, on prêtait à n'importe qui, n'importe comment, et aujourd'hui, on ne prêterait plus à personne. Je le dis de la façon la plus claire et je tirerai les conséquences du tableau de bord que le médiateur du crédit va publier. Nous avons sauvé le système financier de la faillite pour que les banques fassent leur travail. Et leur travail, c'est de prêter de l'argent à des entreprises qui ont des grands projets, des bons projets et aux ménages qui veulent investir pour acheter un logement ou faire un achat dont ils ont besoin pour leur famille. C'est pour cela que nous avons fait cela.

Les entreprises françaises ont besoin d'investisseurs de confiance, d'investisseurs stables, qui ne viennent pas avec des intentions cachées sur leurs technologies, c'est-à-dire racheter pour transférer



ailleurs, et qui ne viennent pas non plus avec la seule logique financière du court terme. Elles ont besoin d'investisseurs intéressés à ce que l'entreprise vaudra dans 5 ans ou dans 10 ans et pas simplement dans deux mois. Les entreprises françaises ont besoin de fonds propres pour se développer plutôt que d'effets de levier indécents pour se faire essorer.

C'est pour cette raison que j'ai souhaité la création d'un fonds stratégique d'investissement français qui n'a jamais existé dans l'histoire économique de la France. Il ne s'agit pas pour moi d'épouser un nouveau système idéologique, il s'agit d'être pragmatique devant une situation de l'économie qu'on n'a jamais connue. Je laisse aux observateurs, aux critiques, Dieu sait, qu'il y en a, en ce moment. Ceux qui disent : « faudrait ceci, faudrait faire cela », on se demande pourquoi ils ne l'ont pas fait, d'ailleurs. Moi, je reçois quantité de conseils, je regarde toujours avec intérêt mais parfois je demande : « mais toi, je t'entends à la télévision, tu dis cela mais pourquoi ne l'as-tu pas fait ? » Tous ceux que je vois s'exprimer, ils ont été au gouvernement, parfois plus longtemps que moi, ils n'auraient surtout pas dû se gêner pour faire tout ce qu'ils me conseillent de faire. Cela aurait été tellement plus simple et tellement plus crédible. Dans le fond, si cela était facile, pourquoi ne l'ont-ils pas fait ? Toutes ces réformes que l'on attend que je fasse et que l'on fait, pourquoi ils ne l'ont pas fait avant ? Tous ces changements qu'ils appellent, mais pourquoi ils ne l'ont pas fait avant ? Et toutes ces initiatives que je dois prendre qu'ils soutiennent parfois du bout des lèvres, mais pourquoi ils ne l'ont pas fait ? On se demande vraiment ! On aurait perdu moins de temps et cela serait moins difficile aujourd'hui. En tout cas, nous, nous avons décidés de le faire.

Alors ce fonds, dont j'annonce la création ici, a deux grandes vocations.

Soutenir le développement des entreprises petites et moyennes. Parce qu'évidemment, quand vous êtes une très grande entreprise, c'est plus facile d'avoir la confiance de son banquier que quand vous êtes une PME, cela fait trop longtemps que dans notre pays on a pris l'habitude de prêter de l'argent à ceux qui n'en ont pas besoin et un peu moins à ceux qui en ont besoin. Et c'est ce que nous faisons avec Daher-Socata qui est l'exemple parfait de cette ambition. J'annonce ici, à Montrichard qu'on va mettre, nous l'Etat, 85 M€ dans l'entreprise Daher. 85 M€, c'est de l'argent qui est mis dans l'économie réelle, ce qui va permettre de déclencher un investissement de 225 M€ dont l'entreprise a besoin et qui lui générera 200 M€ de chiffre d'affaires de plus. Voyez-vous, pendant des années, tous les gouvernements ont dit qu'une politique sociale c'était payer les gens chez eux à ne rien faire parce qu'on ne pouvait pas leur trouver un emploi. Et bien moi, je dis qu'une politique sociale, c'est une politique économique qui se met au service de la croissance, de l'emploi et du travail. Je préfère mettre 85 M€ dans une entreprise qui va se développer, qui gardera de la croissance et de l'emploi dans votre région, plutôt que de le mettre dans des systèmes de départ en préretraite pour des gens qui ne demandaient qu'une seule chose c'est de continuer à travailler. Voilà la stratégie économique que nous souhaitons porter dans notre pays. C'est très nouveau. Il ne s'agit pas pour moi d'être libéral hier, socialiste aujourd'hui, quand même, je mérite mieux. Franchement, ils ne m'ont pas donné un billet d'entrée pour Reims, je ne l'ai pas demandé, d'ailleurs. Mais il s'agit de pragmatisme, mettons l'argent public pour le travail. J'ai fait campagne sur le travail, la réhabilitation du travail, la récompense du travail, je veux que l'on garde en France nos usines. Je veux que l'on arrête le processus de délocalisation et je veux que des entreprises qui ont des potentiels de développement puissent le faire même si les institutions financières, en ce moment, sont un peu frileuses. On a pris trop de risques hier, et pas assez aujourd'hui. Eh bien, l'Etat est là, et naturellement, quand la situation sera meilleure, eh bien, on revendra notre part, s'il faut on prendra un bénéfice, tant mieux pour le contribuable. Cela c'est la première vocation de ce fonds.

L'autre vocation du fonds sera de sécuriser le capital d'entreprises stratégiques. Je vais vous parler très franchement. Je n'ai pas l'intention d'être le Président de la République qui va laisser racheter par des fonds étrangers des entreprises qui n'ont perdu leur valeur que parce que la bourse s'est effondrée. Etre celui, l'année prochaine, quand cela ira mieux ou dans deux ans, à qui l'on va dire : « pourquoi as-tu laissé partir des entreprises stratégiques ? » Et donc, l'autre vocation du fonds, c'est de sécuriser le capital d'entreprises stratégiques. Je n'ai pas l'intention de laisser toute l'industrie française, toute



l'économie française, sous prétexte qu'il y a des entreprises qui sont à un niveau de prix qui ne correspond en rien à la valeur de cette entreprise, être rachetée à vil prix, alors même que l'Etat peut intervenir.

Ces entreprises stratégiques sont celles qui ont des compétences, des technologies, des emplois qui sont irremplaçables pour le territoire national, c'est d'ailleurs ce que nous avons fait avec les chantiers de l'Atlantique. Je souhaite que dans notre pays on continue à fabriquer des trains. Et en 2004, ministre des Finances, j'avais sauvé Alstom. Et nous sommes bien contents aujourd'hui qu'Alstom soit là ! L'Etat avait racheté 20% d'Alstom, il l'a revendu en faisant un bénéfice, mais si l'Etat n'avait pas fait ce travail, il n'y aurait plus Alstom. Si nous n'étions pas intervenus dans les chantiers de l'Atlantique, on ne construirait plus de bateaux. Je souhaite que la France continue à être un pays où l'on construit des voitures, des bateaux, des trains et des avions. Parce qu'un pays qui n'a plus d'industrie, c'est un pays qui se prépare à laisser partir ses services. Et donc, nous avons investi 30% des chantiers de l'Atlantique et quand cela ira mieux, on les revendra. Mais il a fallu des décennies pour créer le savoir-faire des ouvriers de Saint-Nazaire, il faudrait quelques mois et une crise de trésorerie pour les laisser partir. Une fois que c'est parti, on ne le retrouve plus. J'assume le choix d'avoir fait prendre une participation dans les chantiers de l'Atlantique. Allez donc demander aux ouvriers de Saint-Nazaire s'ils sont satisfaits de ce choix ou pas ? Parce que le jour où l'on ne construit plus de train, d'avion, d'automobile, de bateau, que reste-t-il à l'économie française ? Des souvenirs.

Je ne ferais pas de la France une simple réserve pour touristes. La France a une vocation industrielle et économique. Voilà pourquoi, il faut ce fonds. Il ne s'agit pas, je vous demande de le croire, je le dis à Hervé, mon ami, de savoir si je suis libéral ou pas ? Et quelles sont mes lectures du matin ou du soir ? Et si je redécouvre Keynes ou si j'ai abandonné Milton Friedman ? Vous ne les connaissez pas ? Franchement, je lis assez peu ces livres d'économie pour une raison simple, c'est que la crise que nous connaissons aujourd'hui n'a rien à voir avec la crise des décennies passées. Et donc, je n'irai pas chercher dans le passé des solutions à une crise qui nous appelle vers l'avenir. 2008, sera l'année où le monde est rentré dans le XXI^e siècle. Je ne vais pas aller chercher les solutions du XX^e ou du XIX^e pour apporter une solution à cette crise d'un nouveau style.

La question n'est pas de savoir si je suis un peu plus à gauche, un peu plus à droite, un peu plus au centre. J'essaie d'être pragmatique et avec l'équipe gouvernementale et avec le Premier ministre, nous essayons d'apporter des réponses aux problèmes qui se posent aujourd'hui, pas aux problèmes qui se posaient hier.

Pour atteindre cet objectif, le fonds doit avoir une certaine souplesse dans ses modes d'intervention. Je le dis à l'équipe gouvernementale : ne faisons pas d'idéologie là-dessus. Les critères à la française : les 18 critères, forcément une fois que l'on en a fait 18, il manque le 19^e... On tord la réalité pour dire que c'est le 18^e et demi. Non. De la souplesse. Pas d'horizon fixe et rigide. Nous ne conserverons pas éternellement une participation acquise. Mais nous investirons directement dans le capital des entreprises et nous ne devons pas nous interdire d'apporter des fonds propres sous d'autres formes si c'est utile et nécessaire.

Je fixe deux lignes directrices :

- il doit choisir les bons projets. Et là que les choses soient claires. Ce fonds n'a pas pour objectif de faire perdurer des entreprises qui ne sont pas viables. Que les choses soient très claires, j'assume ce choix aussi. Est-ce que nous nous entendons bien ? Il ne s'agit pas d'aller gagner deux ans sur la fin définitive d'un projet entrepreneurial qui n'a pas d'avenir. Il s'agit d'aider à développer des entreprises qui ont des projets d'avenir. Pas de sauver des entreprises qui n'ont pas d'avenir.

- Deuxième ligne directrice, pour bien me faire comprendre, le fonds doit en principe, le fonds dont j'annonce la création, être minoritaire dans les entreprises où il investit ; c'est très important. L'objet du fonds n'est pas de constituer un groupe industriel intégré, avec l'Etat qui gèrerait à la place de l'équipe dirigeante. L'objectif du fonds n'est pas d'entrer dans un contrôle fort des participations qu'il détient. Pour ce type d'entreprises, l'État a l'Agence des participations de l'État, dont c'est la fonction. Si l'Etat est propriétaire à 100% d'une entreprise, l'Etat dirige. Là, c'est un fonds qui prend des



participations minoritaires pour financer un développement ou pour garder une entreprise stratégique française.

Ce fonds, c'est le long terme. Nous sommes guidés par la recherche de rendement et de vision industrielle. Il n'agira pas seul et nous pouvons parfaitement trouver d'autres partenaires, y compris étrangers. Il y a des fonds souverains parfaitement respectables : bienvenue Européens ou autres. On peut parfaitement agir avec d'autres. Nous ne sommes pas obligés d'intervenir seuls. Ici, nous sommes dans l'aéronautique, nous sommes intervenus seuls, mais Airbus, ce sont des capitaux européens. On pourrait parfaitement considérer que l'on pourrait intervenir à plusieurs.

Donc, je le dis aux responsables également, n'hésitez pas à aller chercher d'autres participations. Après tout, il y a deux moyens d'apporter de l'argent frais : nous-mêmes ou apporter à une entreprise de taille moyenne le réseau international qui est celui de la France pour aider à trouver d'autres investisseurs. Ce n'est pas tout seul. Ce n'est pas uniquement national et cocorico ! La France est une économie ouverte sur l'international.

Nous allons créer également pour développer cette doctrine d'investissement, un comité d'orientation qui va gérer le fonds. Il ne se prononcera pas sur les investissements un à un mais en sera informé et sera le gardien de la cohérence et des équilibres de l'action du fonds. Dans ce comité d'orientation, je souhaite qu'il y ait des représentants des syndicats. Et je le dis c'est une grande novation. Les syndicalistes ne sont pas là simplement pour défendre des acquis sociaux, je veux aussi les responsabiliser. Ils ont parfaitement le droit et parfaitement la compétence pour donner leur avis sur des principes d'investissement. Il faut sortir de cette maladie française qui consiste à mettre chacun dans une boîte en disant : « toi, tu es pour le social, toi, tu es pour l'économie ». Et on n'en parle plus ! Non. Je souhaite que les partenaires sociaux soient dans le comité d'orientation et qu'ils donnent également, après tout, ils parlent au nom des salariés, et peuvent parfaitement donner leur opinion sur l'avenir d'une filière, sur l'opportunité d'un choix stratégique. C'est une grande novation. Les partenaires sociaux ce ne sont pas des adversaires, ce sont des partenaires. Eux-mêmes choisiront de venir ou pas. Mais vraiment, je pense que l'on a tout intérêt à associer tout le monde. Je proposerai aux partenaires sociaux de rentrer, aux représentants des entreprises, bien sûr, à un certain nombre de personnalités qualifiées. J'ai demandé à Jean-François DEHECQ, grand industriel français, de tenir la première réunion du comité d'orientation dans le mois qui vient. Il sera le président du comité d'orientation.

Naturellement, je le dis à Michel BOUVARD, comme aux parlementaires qui sont ici, Michel BOUVARD qui est président du conseil de surveillance de la Caisse, les parlementaires, vous devez suivre de près l'action du fonds et participer à son orientation. Ce sera là le rôle de la commission de surveillance de la Caisse des Dépôts, car le fonds sera une société anonyme, filiale de la Caisse des Dépôts, dont la Caisse aura le contrôle majoritaire. Je me suis beaucoup interrogé sur cette question. Je le dis de la façon la plus transparente. On aurait pu créer un fonds autonome et garder la Caisse. Je ne l'ai pas voulu, après y avoir beaucoup travaillé avec François FILLON et Christine LAGARDE, parce que j'ai considéré que l'on prenait le risque de faire deux fonds : l'un qui dit son nom, l'autre qui ne le dit pas. A l'arrivée, cela ce serait terminé comme à la française : concurrence absolue, incompréhension totale. On peut prendre des exemples ! Mais je demande à la Caisse d'être volontariste. Je le dis à Augustin de ROMANET comme à Michel BOUVARD, je ne vous demande pas de prendre des risques inconsidérés, mais la Caisse est aujourd'hui un acteur important du capital risque, un partenaire des pôles de compétitivité, je souhaite qu'elle soit dynamique. C'est cela la règle du jeu. Nous, on fait confiance et vous adhérez à cette stratégie offensive.

L'autre partenaire du fonds, à part la Caisse, sera l'État, qui apportera des actifs au fonds et entrera pour une part minoritaire mais importante à son capital. Il ne faut d'ailleurs nullement s'interdire d'autres actionnaires et d'autres apports, tant que la Caisse des Dépôts garde le contrôle du fonds et que tous les nouveaux investisseurs acceptent la doctrine que je viens de présenter, c'est-à-dire une doctrine d'investissement sur le moyen terme, pas les malades de la rentabilité immédiate au prix de



détruire l'entreprise dont ils entendent par ailleurs soutirer tellement d'argent. Le fonds portera sous la même condition, se verra confier la gestion d'actifs pour le compte de tiers.

A cet égard, il me semble naturel que le directeur général de la Caisse des Dépôts, Augustin de ROMANET, soit le président du conseil d'administration du fonds. Mesdames et Messieurs, là aussi, on en a débattu en interne, on a beaucoup travaillé, Luc CHATEL peut en porter témoignage, Hervé NOVELLI aussi. Je ne veux pas d'une bataille entre la Caisse et un nouveau fonds. Donc, la Caisse a une filiale qui est le nouveau fonds, l'Etat y rentre et pour qu'il n'y ait pas de bagarre, le président du conseil d'administration du nouveau fonds, ce sera le directeur général de la Caisse. Je souhaite un conseil d'administration très peu nombreux en nombre, 7 au maximum, parce que les conseils d'administration à 25, cela, je sais, personne n'est responsable. Moi, je veux des responsables et qu'au sein de ce conseil, il y ait un comité d'investissement resserré, réactif, qui se prononcera sur les principaux investissements. Je remercie Patricia BARBIZET d'accepter la présidence de ce comité d'investissement, qui en fait une administratrice du fonds, jeune femme, chef d'entreprise d'une très grande qualité. Là aussi, vous voyez le système que l'on met en place : une équipe vraiment compétente, le public va chercher des talents dans le privé : Jean-François DEHECQ, Patricia BARBIZET, qui s'appuie sur une structure bien connue des Français, la Caisse des Dépôts, Augustin de ROMANET, Michel BOUVARD pour mettre en œuvre une stratégie économique puissante définie par l'Etat. Cela me semble assez clair. Cela paraît très simple comme cela. Naturellement, il restera à embaucher un directeur général du fonds, je vous fais toute confiance.

Par ailleurs, le fonds répondra à toutes les garanties de transparence, car il ne manquerait plus que j'aie demandé, au niveau international, la transparence et que l'on ne l'applique pas à nous-mêmes.

Il reste une question essentielle, je sais que vous l'attendez, les moyens. Notre objectif est que dans le courant de l'année 2009 le fonds gère un encours de 20 milliards d'euros. C'est une somme directement mis au service de l'économie réelle. Je pense que c'est un montant raisonnable, parce qu'il correspond aux actifs et aux liquidités mobilisables par l'État et par la Caisse. Je voudrais dire qu'avec 20 milliards d'euros, notre fonds se classera parmi les vingt premiers investisseurs de long terme du monde. Parmi les vingt premiers ! On va me dire : à Abu Dhabi, ils ont mille milliards. Cela n'a rien à voir. Abu Dhabi - ce sont des gens remarquables -, gère la rente pétrolière d'un pays qui n'a pour se développer que la rente pétrolière. Cela n'a rien à voir. Il gère ses économies pour dans un siècle où il n'y aura plus de pétrole. C'est cela le fonds à Abu Dhabi, parce que, quand il n'y aura plus de pétrole, ils ne pourront vivre qu'en gérant l'investissement mis de côté sur la rente pétrolière. Nous, ce n'est pas du tout la même chose. Nous n'avons pas à gérer une rente, malheureusement. Nous avons à mettre des moyens au service du développement de notre industrie. On sera parmi les vingt premiers investisseurs de long terme du monde. A ceux qui me diront : « ce n'est pas assez ». D'abord, on peut faire plus si cela marche et deuxièmement, j'envoie à ma première remarque, il ne fallait pas se gêner pour le faire avant. Surtout, il fallait rapporter l'idée, il fallait la mettre en œuvre, il fallait en obtenir des résultats. C'est déjà une somme absolument considérable. En plus, cette somme là permet à la Caisse de garder la meilleure notation de crédit de possible, le triple A, je le dis à Michel BOUVARD comme à Augustin de ROMANET, je suis très attaché à cela.

Les actionnaires du fonds, la Caisse des Dépôts et l'État pourront le doter de 6 milliards d'euros de liquidités pour avoir dans les mois qui viennent une réelle capacité d'action. Ce fonds, en fait, c'est une arme anti-crise.

Le reste des actifs du fonds, soit 14 milliards, sera apporté soit sous forme de participations par la Caisse des Dépôts et l'État. La Caisse des Dépôts apportera au fonds toutes ses participations stratégiques. Ces participations sont déjà peu liquides et la Caisse ne perd aucune marge de manœuvre en les confiant à ce fonds. La Caisse restera actionnaire direct de la CNP et on verra ce que l'on fait avec la CNP qui peut aussi apporter un peu de moyens à ce fonds et l'État apportera les participations qu'il détient, par exemple, celles à Air France, à Renault ou aux chantiers de l'Atlantique. Vous voyez comment l'on trouve les 20 milliards. On mettra 6 milliards de liquidités, la Caisse et nous, et pour les



14 milliards restants, on apporte aux participations les participations qu'à la Caisse, les participations qu'à l'État.

Christine LAGARDE, avec Luc CHATEL, Hervé NOVELLI vont finaliser dans les prochaines semaines la mise en place du fonds mais il est déjà opérationnel. Et je dis aux salariés de Daher, grâce à l'entrée du fonds dans l'entreprise, Daher va pouvoir se développer.

Mesdames et Messieurs, pour nous, c'est une mesure extrêmement importante que je viens d'annoncer. J'admets bien volontiers que jamais on a fait cela mais jamais on a connu une telle crise.

Je voudrais terminer en disant un autre mot. Face à la crise, il y a deux stratégies possibles : celle qui a toujours été adoptée par les différents responsables politiques dans les crises passées. On attend que cela passe, on ne dit pas grand-chose, on ne fait pas grand-chose si ce n'est des plans de rigueur. La plan de rigueur ne sert d'ailleurs à rien d'autre qu'à déprimer un peu plus une situation économique qui l'est parce que naturellement on réduit toujours moins la colonne dépenses, que la colonne recettes, l'absence de croissance. Et il y a une autre stratégie, celle que je propose à la France : que l'on profite de l'opportunité que réserve la crise pour accélérer les changements dans notre pays et faire que la France sorte plus forte de la crise qu'elle n'y est rentrée. Nous travaillons pour les prochaines semaines sur un plan de relance des infrastructures françaises dont on a tellement besoin dans notre pays, sur la mise en pratique concrète du concept de développement durable car les préservations des équilibres environnementaux ne sont pas un risque pour nous mais une opportunité. Je crois à la croissance durable et notamment aux développements des énergies renouvelables. On va investir plus encore dans la recherche, dans l'innovation, dans la formation des hommes, dans l'université. On ne va pas rester les bras ballants face à la crise.

Il y a quelques semaines, nous avons pris une décision très importante qui est d'exonérer toutes les entreprises de taxe professionnelle pour les investissements nouveaux, plus ce fonds stratégique. Nous prendrons avec le Premier ministre d'autres mesures encore parce que la crise nous oblige à prendre des initiatives pour ne pas subir, sur la formation des hommes, sur l'investissement en France. J'aurai l'occasion d'en parler avec M. BARROSO ce soir, avec Mme MERKEL lundi, avec nos partenaires, le 11 décembre, lors du Conseil européen et c'est toute une stratégie offensive que nous allons définir d'ici au début de l'année prochaine. Il ne faut pas se précipiter, mais il ne faut pas perdre de temps. Je ne laisserai pas des secteurs entiers, désarmés face à la crise. Je pense à l'automobile. L'automobile, c'est 10% de la population active française. L'automobile est face à une crise sans précédent, mais cela repartira sauf que si on laisse détruire l'appareil de production, cela ne repartira pas. Je pense au bâtiment, je pense aux services.

Donc toute la stratégie économique que je souhaite, c'est prendre des initiatives, être volontaristes. Je vois les articles : « ah, c'est son tempérament ». J'aimerais qu'on le laisse tranquille, mon tempérament. C'est vrai, j'ai un peu d'énergie mais franchement, si je n'en avais pas face à la crise à laquelle on est confronté, eh bien, il y aurait moins d'initiatives qui auraient été prises en Europe et dans le monde, parce que, face à la crise que nous connaissons aujourd'hui, si le Président de la République n'a pas d'énergie et se laisse abattre, alors qu'est-ce qu'il va penser l'ouvrier de l'entreprise que l'on ferme ? Est-ce que vous croyez qu'il en a besoin ? Et que moi, je sois fatigué ou sans idée, ou sans ressort, ou sans initiative. Je ne crois pas à la fatalité.

De toutes manières, ces événements, ils sont face à nous, ces épreuves, elles sont là, on n'a pas à les subir, il faut qu'on les surmonte et on ne les surmonte pas en ayant peur, on ne les surmonte pas en regardant ce que l'on a fait dans le passé, on les surmonte en étant volontariste en réfléchissant bien, calmement mais vite aux décisions que l'on doit prendre, parce que j'observe que depuis tant d'années dans notre pays on prend souvent des bonnes décisions, mais tard. Les ministres, quand ils ne sont plus ministres, ils disent : « mon Dieu, j'aurais dû faire cela ! ». Moi, je pense que l'on doit toujours faire au moment où l'on pense que l'on doit le faire et non pas repousser à plus tard.



Voilà la stratégie que je propose au pays. J'aurai l'occasion début de l'année prochaine, les semaines qui viennent, de m'exprimer devant les Français sur le sujet, mais c'est cela que l'on veut faire, c'est cela l'orientation. Je n'ai pas de doute sur cette orientation. Après, il reste à arbitrer le montant, les domaines, la nature technique de telle ou telle décision que l'on va prendre, mais je n'ai pas de doute, la crise doit nous forcer à prendre plus d'initiatives, aller plus vite, à changer notre façon de penser et on ne se trompe pas si on dit : on fera plus d'investissements, plus de recherches, plus d'innovations, plus de formations. On ne peut pas se tromper et si l'on investit de l'argent dans les entreprises et dans les industries, on ne peut pas se tromper si l'on fait cela.

Je laisse aux commentateurs ou à mes concurrents - car il semble que j'en ai - le soin de dire tout le mal qu'ils pensent de ce qu'ils auraient tant aimé faire et que je fais.

Je vous remercie.